

DEMOCRATIE EN CRISE FACE A LA CULTURE DE LA GUERRE

Kiki Chauvin et David Adams

La démocratie est en crise. Partout, l'abstentionnisme électoral ne cesse d'augmenter. Les pays du Sud rejettent le modèle de la démocratie proposé par le Nord. Les états continuent d'entretenir la corruption et de développer le secret. Ils ont cessé d'être responsables dès qu'ils se sont désintéressés de la santé de l'économie, la laissant entre les mains de capitalistes qui ignorent la responsabilité démocratique et ne connaissent que celle de l'exploitation et du profit ! La culture de la guerre est toujours le modèle privilégié par les états dont la préparation à la guerre reste la plus grande préoccupation et la priorité financière.

La culture de la guerre, autoritaire, secrète, masculine et violente, a toujours été l'ennemie de la démocratie. Relisons, les vers de Shakespeare répétant, il y a quatre siècles, ceux de César, vingt siècles plus tôt :

Prenez garde au chef qui bat les tambours de guerre
Pour fouetter la ferveur patriotique
Car l'épée du patriotisme est à double-tranchant.
Il chauffe le sang et rétrécit l'esprit.
Et quand les tambours atteignent une fièvre intense
Le sang bouillant de haine, l'esprit fermé,
le chef n'a plus besoin d'utiliser la force
Pour arracher leurs droits aux citoyens.
Au contraire, baignés par la peur, et aveuglés de patriotisme,
Ils les lui offriront avec plaisir.
Comment je le sais ? Parce que je l'ai fait.
Je suis César !

Les guerres se suivent, visibles et quantifiables, tandis que la culture de guerre reste cachée, donc invisible et sournoise ! Les guerres externes ne sont souvent qu'une façade des guerres internes. C'est l'arbre qui cache la forêt. La culture de la guerre est la partie immergée d'un iceberg ; la guerre en est la partie émergente.

"Tous les empires, et pas seulement l'empire Romain, se sont développés avec un double visage, l'un tourné vers l'extérieur, pour capturer des esclaves et coloniser, l'autre, tourné vers l'intérieur, pour contrôler et empêcher les révoltes contre l'autorité de l'état. Les états "démocratiques actuels" n'échappent pas à ce dynamisme." (voir : <http://culture-of-peace.info/intervention-intro.html>). "Les forces de l'ordre" ont toujours été préparées pour les guerres internes. Qu'est-ce d'autre que la Compagnie Républicaine de Sécurité, en France ?

Si on regarde les résolutions de la II ème Internationale Socialiste il y a un siècle, on trouve une approche assez lucide de la culture de la guerre (externe et interne).

Unanimentement, la guerre est analysée comme liée au capitalisme. L'économie capitaliste s'appuyant sur le profit, lorsque celui-ci baisse, la guerre économique menace, puis bascule, pour culminer dans des guerres armées. La concurrence amène à des rivalités violentes et meurtrières. La guerre devient le moyen de s'assurer l'avantage. Toutes les ressources peuvent être pillées, sans règles d'échange. Les pertes humaines et économiques laissent le vainqueur maître des marchandises et des outils (ainsi que d'une nouvelle force potentielle de travail, et des profits qui en découleront). Pour alimenter ses armées, le capitalisme utilise la division des classes, en luttes internes qu'il va entretenir, et favoriser, atteignant ainsi la réalisation des projets guerriers tournés vers l'extérieur. C'est une double réussite : Répression militaire des "mal payés", et domination économique sur les "mieux payés". Au siècle dernier, en simplifiant le schéma, nous pouvons dire que le capitalisme était « représenté par un patronat familial et individualiste » par essence, et des travailleurs organisés en collectifs, d'où la naissance du phénomène d'appartenance à une classe sociale.

De nos jours, nous pouvons observer un renversement de ce schéma : Un capitalisme « international, organisé collectivement », notamment par le biais de multinationales, et des travailleurs maintenus dans un isolement qui les amènent inexorablement vers l'individualisme, d'où la disparition d'appartenance à une classe sociale.

Une des théories du nouveau capitalisme que l'on peut définir comme la pensée unique est que « Chaque être, dans la société, a la place qu'il mérite . » Ceci s'accompagne d'un effet trompeur qui laisse penser que chacun peut évoluer en participant à la 'grand messe' du capitalisme, en devenant actionnaire ! L'actionnariat est une des armes utilisées par le capitalisme afin de développer une nouvelle forme d'exploitation des salariés. L'internationalisation des mécanismes économiques (interpénétration des capitaux, extension du commerce et des échanges) n'a pas cessé de croître, développant une concurrence mondiale déshumanisée, entretenant des guerres larvées, vampirisées ! Elle oppose des états dans des jeux plus virtuels que sanglants, mais les enjeux et les conséquences seront tout aussi destructeurs.

Aujourd'hui plus que jamais la lutte ne doit-elle pas redevenir permanente contre le capital ? Sous quelle forme ?

Il faut une transition de la culture de la guerre vers une culture de la paix ! Une révolution non-violente.

Non-violente, parce que les révolutions violentes ont toujours apporté au nouvel état, les qualités de la culture de la guerre et de la violence par lesquelles elles sont arrivées.

Durant la construction de l'Union Soviétique, Lénine a compris que le "Communisme de guerre" qui a saisi le pouvoir, était devenu un obstacle à la construction du socialisme.

Mais c'était trop tard, les méthodes de la révolution étaient déjà en place, autoritaires, secrètes, violentes. L'état était assiégé de tous cotés par les armées du capitalisme.

Trotski, Staline, le complexe militaro-industriel de l'URSS de la deuxième moitié du 20ème siècle devenaient inévitable.

La culture de la paix doit être fondée sur la démocratie, car elle consiste en :

La non-violence,
Les droits de l'Homme et la justice économique et sociale,
Le développement durable et la préservation de l'environnement,
La démocratie participative, et l'apprentissage du rôle civique du citoyen,
La libre circulation de l'information, des connaissances et du savoir,
La compréhension, la tolérance mutuelle et la solidarité,
L'égalité entre la femme et l'homme,
le désarmement.

(Pour le texte intégral de l'ONU sur une culture de la paix, voir <http://www.un.org/french/documents/ga/res/53/53r243f.pdf>. Note surtout la structure du programme d'action.)

Mais, quelle démocratie ? Aujourd'hui le peuple n'a plus confiance dans l'état et dans les processus démocratiques.

Nos principes démocratiques ne reposent plus sur des notions d'égalité, mais sur une trame complexe et perfide d'intérêts et de profits, voir d'actes délictueux. Ce luxe de pouvoir est la conséquence d'une déviance du rôle politique des élus qui deviennent pour la plupart, des " professionnels accrochés à leurs avantages", et non des élus porteurs de mandats représentant le peuple.

Cette déviance est due en partie, à la prépondérance du pouvoir économique sur le pouvoir politique.

Le peuple n'est pas aveugle : il regarde l'état comme une force contre ses intérêts. Il n'a plus confiance en lui, et se méfie de sa politique. S'il n'y a pas de candidat(e)s qui osent affronter César, on peut comprendre pourquoi le peuple ne vote pas ! Si un candidat soutient la culture de la guerre, ou s'il n'a pas le courage de l'affronter, il ne doit pas être élu !

Les pays du Sud ont raison qui refusent de reproduire une imitation de ce mensonge.

Nous sommes pourtant dans un état de droit ; notre histoire repose sur une longue suite de luttes, définissant un "patrimoine social", d'acquis en droits et en devoirs, laissé par nos ancêtres ! Les idées et la tradition de la Révolution Française, la Commune, le front populaire, mai 68, restent les points d'orgue dans cette partition révolutionnaire.

Alors que faire ?

D'abord, il faut renforcer ces remparts de la démocratie qui ne sont pas engagées dans une culture de la guerre, telles que les villes et les communes qui n'ont ni armée, ni ennemis, ni secrets. La démocratie peut, et doit se pratiquer à ce niveau. C'est une grande école, un nouvel apprentissage pour la formation du peuple à une nouvelle citoyenneté.

Comment animer et dynamiser une politique citoyenne ?

Il faut reconstruire une forme de vie associative, qui ne soit plus un "cache sexe" comme cela a été trop souvent le cas permettant de masquer des intérêts qui n'étaient, ni laïcs, ni pacifistes, "plus culturels que culturels." Comment repenser les associations loi 1901, par des projets socio-éducatifs transparents qui impliquent et mobilisent ? Comment utiliser l'interactivité ? la créativité ? ...

Dans le même esprit, Il faut réactualiser le syndicalisme, les paramètres sont devenus une répétition d'idées et de gestes ; il faut moderniser, repenser, réajuster ! Les outils forgés dans le passé sont la base de nos constructions sociales ; mais l'inexorable évolution des besoins et le décalage des moyens pouvant y répondre se conjuguent pour entretenir l'injustice sociale ! il y a de plus en plus loin de la coupe aux lèvres ! Un syndicalisme de proximité et libre de toutes attaches politiques, ne serait plus une machine de guerre porteuse d'un pouvoir décisionnel, mais un réel outil participatif, proche des travailleurs. Pour être opportun et réaliste, il doit être réformiste, proche des citoyens, du monde du travail, et prendre position dans des débats d'idées qui sollicitent les hommes et les femmes, dans la cité et dans tous les problèmes sociétaux en général.

Il faut organiser dans les cités des associations de proximité, ouvertes, fondées sur les grandes valeurs de la République, et qui militent pour une culture de la paix dans tous les sens.

Une telle base est nécessaire pour arriver à la solution demandée par l'histoire : une révolution non-violente vers une culture de la paix pour la justice sociale. Elle devra s'appuyer sur une construction ferme, sans angélisme, sachant défendre la démocratie participative avec rigueur ; les élus rendraient comptes de leur mandat, la transparence serait la base d'une nouvelle confiance citoyenne. Les participant(e)s de cette révolution devront être acteurs, actifs dans les cités, recomposant ainsi des groupes humains solidaires et responsables ; qui, une fois la parole retrouvée sauront élire les représentant de leur colère.

Comment faire la révolution non-violente ?

C'est réellement le grand défi de notre temps, un énorme enjeu, ouvrant la possibilité d'un changement radical, s'ouvrant sur un nouveau projet de société.

"La tâche suprême, disait Martin Luther King, c'est d'organiser et d'unifier le peuple pour que sa colère devienne la force du changement."

La colère, dans la culture de guerre, est un passage à l'acte dans la violence par un activisme destructeur. Avec une uniformité dévastatrice, elle désigne le bouc émissaire, encourage l'individualisme ; elle n'est pas l'expression d'une injustice, froide ou passionnelle, elle n'entend pas la raison.

A l'inverse, la colère née du sentiment d'injustice, développe un comportement agressif

qui n'est pas anti-social, mais positif. Toute la culture de la paix repose sur une approche de la colère humaine comme animateur de révolution.

C'est une composante de la prise de conscience, et de l'étalonnage des valeurs ; une étape dans la maturation du citoyen responsable. Force intelligente et progrès collectif pour tous et toutes ! Cette colère, gérée, apporte de nouvelles pistes de réflexion : Le passage à l'acte propose de développer par un débat d'idées, un activisme de la paix. Il faut se réapproprier la colère, non pas comme un moteur de violence, mais comme une source d'énergie qui, lorsqu'elle est canalisée, devient un levier efficace de citoyenneté.

Conclusion

Il nous faut construire des institutions indépendantes, financièrement incorruptibles, qui engagent et entretiennent la culture de la paix, en s'appuyant entièrement sur les valeurs Républicaines. Les partis politiques, après remise en cause, et redéfinition d'un nouvel idéal peuvent être la "colonne vertébrale" d'une telle révolution.

Et pourquoi pas le Parti Communiste ?